

A bas la mobilisation civile!

A la porte Schuman!

Gouvernement sans ministres capitalistes sous le contrôle des travailleurs.

LA VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2^e), GUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

Pas d'aumône de 1.500 ou 2.000 francs

MINIMUM VITAL * ECHELLE MOBILE * CONTROLE OUVRIER

Pour diriger

AGREVE GENERALE

assurer le ravitaillement, organiser la défense

ENSEMBLE COMMUNE DES COMITES DE GREVE

par localité, par département, par région

Les artisans de la victoire

Dans l'actuelle vague de grèves, les ouvriers trotskystes se sont trouvés au coude à coude avec les ouvriers communistes français.

Y a-t-il tournant du P.C.F.

C'est un fait d'une immense portée que les ouvriers d'avant-garde encore groupés dans le P.C.F. soient aujourd'hui engagés par dizaines et par centaines de milliers dans le combat de classe après avoir été soumis pendant trois ans par leurs chefs aux gymnastiques les plus invraisemblables, les plus démoralisantes. Utilisés pour prêcher le « Front unique », utilisés comme briseurs de grèves dans presque tous les mouvements jusqu'à la grève Renault, utilisés ensuite jusqu'à la grève du métro pour contenir et endiguer le débordement des masses, ils sont aujourd'hui au train de déborder dans l'action leurs dirigeants.

L'ampleur du tournant

Plus que dans les mois précédents et embrouillés de Thorez, les limites du tournant apparaissent dans la conduite des grèves. D'abord dans l'emploi de procédés bureaucratiques qui provoquent le mécontentement et l'insubordination dans les rangs ouvriers, favorisant le jeu des briseurs de grèves de « Force Ouvrière » et facilitant l'intervention policière. La peur bureaucratique de la combativité ouvrière apparaît nettement dans la tactique d'échecement des luttes, dans le maintien des barrières corporatives. Elle apparaît lorsque la direction des métaux fait reprendre cinquante-trois petites entreprises de la région parisienne avec 20 à 25 % d'acompte. Elle apparaît dans la grève du rail où la fédération, après trois jours de silence, ne prit la responsabilité du mouvement que dans une fusion qui en décailla inévitablement et fit surgir la menace immédiate d'un échec. Mais c'est dans les objectifs

Les causes du tournant

On peut alors se demander : à quel bon ce tournant ? A quel bon ? Primo à reprendre en main la masse des syndiqués et la base même du P.C.F. qui marquaient une désaffection grandissante à l'égard des chefs corporatistes. Ensuite c'est une tentative de faire échec au plan Marshall. Les dirigeants du P.C.F. ne sont pas, en général, contre les crédits américains car ils ne peuvent adopter la seule autre solution : une Europe socialiste. Mais ils ne veulent pas que les dollars leur burent le retour au gouvernement.

Ouvriers communistes la victoire dépend de vous

La politique du P. C. F. châtre les possibilités du mouvement. Les procédés bureaucratiques, les phrases criminelles sur le parti américain qui fourrent dans le même sac le bureaucrate traître à la Blum-Mollet et l'ouvrier socialiste, créent un fossé entre vous et une partie des masses. ILS VOUS COUPENT DES MASSES. Votre devoir impératif est de doubler le front des travailleurs dans une lutte effective pour régler une bonne fois la question des salaires et des prix. Suivre aujourd'hui un parti qui vous isole de la base et qui sappe les luttes, c'est la pire forme du sectarisme.

AVEC une logique implacable, la lutte de classes en France monte vers la grève générale. Les jaunes de « Force Ouvrière » et de la C.F.T.C. qui bénéficient de l'appui inattendu de la C.N.T., les forces de répression de l'appareil d'Etat bourgeois, rien n'y fait : LA GREVE S'ETEND.

Assemblée communes des comités de grève

Les tâches de la grève générale ne peuvent être résolues que par l'organisation démocratique des comités de grève et par les réunions locales, départementales, de ces comités de grève dans des assemblées communes démocratiques. C'est ainsi seulement que pourront se résoudre les problèmes les plus simples, les plus immédiats, comme l'organisation populaire du ravitaillement. Ainsi, le comité de grève Renault doit appeler tous les comités de grève de Boulogne-Billancourt à se réunir en assemblées régulières, afin d'établir et de réaliser un plan précis de ravitaillement des cantines d'usines et de la population laborieuse. Dans ces assemblées, avec les représentants des ménages et des petits commerçants, devront être réglés les problèmes des voitures, des écoles, l'organisation de convois

pour aller à la campagne, le financement, etc. De même, la défense des usines contre les incursions de Schuman, doit être assurée par l'assemblée des comités de grève, sur le plan de la localité, l'assemblée des comités de grève, étudiera toutes les mesures concrètes de mobilisation rapide de la masse des grévistes pour que ne se renouvellent plus les attraits de Javelot ou de Citroën.

Le programme de la grève générale exige l'organisation d'assemblées démocratiques de comités de grève

La grève générale, tous les travailleurs en lutte le sentent, doit régler une bonne fois les problèmes des salaires et des prix. A la réunion des délégués des comités de grève parisiens des métaux, Jourdain lui-même a longuement discuté l'objectif de la grève générale à 25 %. Ce n'est

En avant vers les assemblées démocratiques des comités de grève par corporation et incorporations

Travailleurs en lutte, ouvriers communistes, socialistes, trotskystes, sans-parti, membres des comités de grève, vous avez une force immense entre vos mains. L'appareil d'Etat bourgeois, le gouvernement réactionnaire Schuman et ses serviteurs de « Force Ouvrière » ne peuvent rien contre la grève générale ; vous avez la possibilité de briser une fois pour toutes, la résistance patronale et gouvernementale. Vos revendications seront acquies en faisant le gouvernement Schuman au service du capitalisme. Ouvriers, par votre grève générale, vous pourrez imposer un gouvernement sans ministres capitalistes, appliquant vos revendications, prenant les mesures énergiques d'ex-

propriation du grand capital qui s'imposent pour sortir de la gaspaille.

Mais, pour cela, il vous faut lutter sur un programme précis et sous la direction démocratique de vos assemblées de comités de grève appelant toutes les couches exploitées de la population à se joindre à elles. Ainsi pourra être reconstruit sur un plan conforme aux intérêts des travailleurs, toute l'organisation économique, politique et sociale de la société qui, aujourd'hui, est éditée de façon à servir les intérêts de la bourgeoisie contre les masses travailleuses.

En avant ! Toujours en avant ! La victoire est assurée dans l'offensive. Pierre LAMBERT

Erratum — Dans l'article de la semaine dernière, il est écrit que « le P. C. F. va tourner dans les 3 jours qui viennent ». Il faut lire : « dans les jours qui viennent ».

Les charnières sont en place A quand l'ouverture des portes de sortie ?

Si les dirigeants communistes français, dans leur crainte de perdre contact avec la classe ouvrière, reprennent nos mots d'ordre et ceux des camarades du « Front Ouvrier », c'est pour en user avec le plus de modération possible et le traîner à la première occasion ! En effet, sous chaque mot d'ordre existe la charnière à laquelle on accrochera la porte de sortie de la capitulation.

LE MINIMUM VITAL, fixé à 10.800 francs, sera en rapport avec la hausse considérable du coût de la vie, est une base sur laquelle les chefs syndicaux pensent pouvoir s'entendre facilement avec la bourgeoisie. Mais même ce minimum de mise en l'escamote pour ne mettre en avant que :

L'ACOMPTÉ DES 25 %, qui aurait, en fait, pour résultat d'augmenter de 2.000 francs le salaire de l'ouvrier de base, alors que le cadre du sommet coté du vrai minimum vital à 16.000 francs, les travailleurs auront la possibilité de reconstruire complètement l'échelle hiérarchique des salaires et de la couper très largement au sommet. A la conquête d'un vrai minimum vital doit s'ajouter celle d'une nouvelle échelle des salaires de 1 à 4, par exemple. Ce problème, lui aussi, est escamoté par les bonzes syndicaux. L'acompte de 25 %, alors que tous les travailleurs exigent que l'on sorte définitivement d'une situation où ils sont égarés, est une des plus dangereuses charnières de la capitulation.

LA REVISION TRIMESTRIELLE DES SALAIRES EST destinée à escamoter en la défigurant l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, seule possibilité de défendre le pouvoir d'achat des ouvriers face à la hausse constante du coût de la vie. Non seulement on reporte ainsi de trois mois en trois mois l'acte de la révision, mais on escamote la nécessité de l'établissement de l'indice du coût de la vie par les ouvriers. Car, en effet, cela pose la question du contrôle ouvrier, seule possibilité d'établir des indices correspondant à la réalité.

Mais qui dit CONTROLE OUVRIER dit existence d'organismes de contrôle émanant réellement de la classe ouvrière, ayant tout pouvoir pour examiner la comptabilité patronale et le fonctionnement de l'entreprise, rendant public le résultat de leurs investigations par des rapports périodiques devant les assemblées d'entreprise. Les chefs syndicaux, aussi bien militants que majoritaires, prétendent eux, substituer à ce contrôle véritable celui des comités d'entreprise et des comités mixtes à la production. Or, derrière cela la volonté de pouvoir raser ou ne pas réviser les salaires tous les trois mois et de lier cette révision à la production. Et voici posée la troisième charnière de la porte de sortie de la capitulation.

Il ne s'agit donc aucunement, A. ARTAUD.

Libérez les militants révolutionnaires

La police a procédé, cette semaine, à l'arrestation de trois militants de notre parti : Jacqueline Hoden, Claude Kahn, Jacques Danos, et d'un sympathisant : Francis Piller.

Ils ont été arrêtés porteurs de notre affiche appelant à la GREVE GENERALE, que des milliers de travailleurs connaissent aujourd'hui.

Nos camarades sont pour l'instant détenus, l'un à la Petite-Roquette, les autres à la Santé.

C'est sur l'intervention de M. le ministre de l'Intérieur en personne qu'ils ont été inculpés et d'attente à la sûreté intérieure de l'Etat, tenant notamment à détruire ou à changer le gouvernement.

Mais nos camarades ne sont pas les seuls à connaître aujourd'hui la douceur des prisons de la République. Cette semaine, le gouvernement réactionnaire de Schuman et de Jules Moch a fait arrêter plusieurs dizaines de grévistes, accusés d'atteinte à la « liberté du travail ».

Dans la répression, les chefs sociaux-démocrates sont les plus violents et les plus acharnés. Il ne leur suffit plus d'être des jaunes et des briseurs de grève ; ils s'engagent allégrement sur le chemin des Noska et des Scheidemann.

Mais, depuis deux semaines, les travailleurs ont montré leur volonté de lutte. L'ampleur grandiose de leurs grèves est une cuisante réponse aux mesures répressives d'un gouvernement à la soie du grand patronat.

Le moment est décisif ; il ne faut pas laisser la répression s'abattre sur les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière.

Victor SERGE n'est plus

A Mexico vient de mourir Victor Serge. Lié au mouvement anarchiste français et espagnol avant 1914, il fut condamné à plusieurs années de prison. En 1917, il se rend en Russie et rejoint les bolcheviks.

Lors de la lutte de l'opposition de gauche contre le stalinisme, il est aux côtés de celle-ci, ce qui lui vaut d'être déporté, il se rend en France. Une partie de son activité, depuis lors, est marquée par un abandon des positions du bolchevisme en faveur d'un socialisme mélangé de tendances libertaires.



Ils jouent à 1.500 contre 25 %. C'est pas pour ça que nous nous sommes mis debout.

DE TESSIER A JOUHAUX Les Jaunes au secours de la bourgeoisie La C.N.T. dans la même galère

Une délegation d'employés de l'usine Z... composée de responsables appartenant à la minorité syndicale « Force Ouvrière » et à la C. F. T. C. s'est rendue au ministère du Travail pour demander que soit assurée la liberté du travail.

« Des forces de police sont intervenues à l'usine Z... pour assurer la liberté du travail. Un vote à bulletins secrets aura lieu... »

De tels communiqués, la radio en a diffusés des dizaines. De même que la presse accordait aux monarques groupés de la police contre les grévistes, elle a publié les communiqués de la bourgeoisie. Les journaux bourgeois ont dépeint les hauts faits des briseurs de grèves, les journaux socialistes et chrétiens.

La lecture du « Populaire » est, à cet égard, édifiante. Ce ne sont que mensonges écumants.

Et les réformistes de la C.N.T. suivent aveuglément les consignes de leurs patrons. Ecoutez Jouhaux : « J'ai fait connaître au chef de l'Etat, déclarait-il avant la formation du gouvernement Schuman, que j'étais opposé à la loi de concentration, groupant de large concentration, groupant tous les éléments qui veulent défendre la Constitution... »

« Nous avons nommé un président du Conseil bien désigné à notre égard... Le larbin a toujours quelque flatterie en réserve pour ses seigneurs et maîtres... »

En opposant au stalinisme, les réformistes de « Force Ouvrière » n'ont rien d'autre à offrir qu'une politique

ouvrière révolutionnaire autonome, mais à l'abri des prolétaires en esclavage au char du capital.

Et la C.N.T. ? On savait, au sommaire, et depuis longtemps, que les chrétiens et les ex-capitalistes n'étaient qu'une agence du capitalisme au sein de la classe ouvrière. Mais on est plus surpris de trouver en leur compagnie les anarchistes de la C. N. T.

Certes, leurs motifs sont différents de ceux qui ont poussé Jouhaux ou Gaspard Tessier. Mais, qu'ils le veulent ou non, ils ne sont pas au-dessus de la mêlée ; ils se trouvent aujourd'hui dans le camp de ceux qui brisent la grève et, par là même, font le jeu du capitalisme. La lecture du « Libertaire » est traitement édifiant à cet égard.

Ni Jouhaux ni Frichon : « Front ouvrier »

Il y a une troisième voie autre que celle de Jouhaux-le-Jaune ou de Frichon-le-Rouge ; rendre la C.G.T. aux travailleurs en lutte, par le renforcement de la tendance « Front ouvrier » dont les militants se trouvent aujourd'hui par tout à la pointe de la lutte pour la grève générale.

J. SOUDRAN.

Le parti révolutionnaire se construit dans la lutte

La vague de grève actuelle marque un sommet dans le déroulement de la lutte des classes depuis la fin de la dernière guerre.

La classe ouvrière a compris que les grèves partielles, corporatives, à objectifs limités, ne peuvent plus être efficaces.

Le programme du P.C.I. reconnu dans les luttes

C'est parce que les ouvriers ont compris cette nécessité que des hésitations ont marqué le début du mouvement. Bien que décidés à rejeter les manœuvres de division des réformistes de la C.G.T., les ouvriers ne voulaient cependant pas, pour le plus part, que leur lutte serve de moyen de pression sur la bourgeoisie au profit des manœuvres subtiles des dirigeants du P.C.F.

Qu'il nous en disent les réformistes de la bourgeoisie, c'est une grève politique que veulent les ouvriers. Mais ils veulent aussi que la politique de cette grève soit une politique de classe et non celle d'un parti qui, malgré tous ses « gauchissements », ne peut cacher qu'il est toujours un parti de collaboration de classes.

Vouloir, dans les usines, les chantiers, les bureaux, les écoles, les cadres du P.C.F. apparaissant désorientés, et que, sans ligne de conduite, ils ne peuvent mener à bien la volonté de lutte ouvrière.

La classe ouvrière est en train d'adopter, dans l'action, notre programme et, par cela même, est en train de faire l'expérience décisive de la trajectoire de sa direction.

La nécessité, que nous avons toujours proclamée, de construire un parti révolutionnaire de masse capable de propulser et de diriger les luttes ouvrières est maintenant confirmée par les faits.

Le regroupement révolutionnaire part des usines

Au sein des organisations ouvrières traditionnelles, des couches de plus en plus larges de millions d'ouvriers, contre leurs directions traitées.

Mais, jusqu'ici, la démocratie truquée des congrès socialistes, l'étouffement bureaucratique du P.C.F., l'écrasement de la C.G.T., ont réussi à enrayer considérablement ces velléités de regroupement révolutionnaire au sein des grandes organisations. Même les jeunes socialistes, qui ont rompu avec le parti de Renard, trouvent difficilement la voie des masses et restent à mi-chemin des solutions.

Le Bureau Politique du P.C.I. a décidé de proposer aux jeunes socialistes les mesures suivantes pour contribuer à l'unification :

- 1) L'unité d'action dans les luttes ouvrières et, sur le plan syndical dans le soutien de la tendance syndicale révolutionnaire de la C.G.T., le « Front Ouvrier ».
 - 2) L'envoi de « La Vérité » et du « Drapeau rouge » respectivement aux abonnés de l'un et l'autre journal.
 - 3) Une représentation réciproque du bureau politique du P.C.I. et du bureau national des J.S. l'un auprès de l'autre afin d'assurer la coordination constante du travail.
- Dés maintenant, la collaboration des militants des deux organisations dans les grèves pour la poursuite de la lutte des travailleurs jusqu'à la victoire, apporte la contribution la plus précieuse à l'unification.

Premier essai de contrôle ouvrier en Italie

Milan, ces jours derniers, une entreprise électro-métallurgique, « Robinetteri Riunite », menaçait de fermer ses portes. Pour résister au lock-out, les ouvriers se réunirent aussitôt, élurent un Comité de gestion provisoire, et c'est dans l'enthousiasme que l'usine se mit à tourner sous la nouvelle direction ouvrière.

Comme une trainée de poudre, l'idée des comités de gestion ouvriers se propagea à travers toutes les usines de la région. Les premières entreprises parmi les plus importantes ont procédé à l'élection de leurs comités de gestion. Les grèves nous apprennent qu'un Congrès des comités de gestion, rassemblant 9.000 délégués vient de se tenir à Milan.

Ainsi, la question qui commence à se poser est de savoir qui sera le maître en Italie :

- les 657 capitalistes qui détiennent à eux seuls la moitié du capital industriel, sous la forme de titres en papier ;
- ou bien les millions d'hommes et de femmes qui ont aujourd'hui outils et machines à leur disposition.

Dans le Sud agricole

Les masses rurales du Sud vont, elle aussi, résister de l'avant, et ce sont les premières de toute la province.

A BAS LES LOIS SCÉLERATES DU GOUVERNEMENT GREC

Voici l'appel que nos camarades de la section grecque ont adressé au IV^e Congrès et aux travailleurs français pour dénoncer les mesures répressives scélérates du gouvernement d'Athènes.

Athènes, 24 octobre 1947.

Chers camarades,

Le gouvernement réactionnaire de Sophoulis-Tsaldaris a voté une loi qui abolit la liberté de presse. Par cette loi, les imprimeries qui publient des journaux qui « menacent la sécurité de l'Etat » sont confisquées, leur personnel arrêté et déferé devant les cours martiales. Cela signifie pour certains la condamnation à mort. Cette loi est dirigée contre la presse ouvrière, et principalement contre la presse de l'avant-garde révolutionnaire. Par ce moyen, le gouvernement nous pousse à l'illegalité complète, parce qu'aucune imprimerie n'accepte d'écrire notre journal, en raison des risques que cela comporte. Dans cette situation, nous sommes obligés de publier illégalement notre journal « La Lutte ouvrière ».

Nous demandons à la classe ouvrière française de protester énergiquement. Nous demandons votre aide pour l'abolition de cette loi antiouvrière.

Salutations internationalistes.

G. DALAVAGAS,
responsable-éditeur
de « La Lutte ouvrière ».

Le secrétaire du P.C.I. a adressé au gouvernement grec le télégramme suivant :

M. Sophoulis, président du gouvernement grec, Athènes (Grèce).

Protestons énergiquement contre la loi sur la presse déferée devant les cours martiales et les responsables, rédacteurs et imprimeurs de journaux ouvriers, vous préférez de « menacer à la sécurité de l'Etat ». Au nom des travailleurs français, attachés par longue tradition de lutte à la défense de la liberté de la presse, nous abrogeons cette loi scélérate. Notre parti mènera campagne publique pour dénoncer ces mesures dictatoriales de votre gouvernement.

Secrétariat du Parti communiste internationaliste (Section française IV^e Internationale).

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

LA GRÈVE EN FRANCE

La nouvelle direction problème central

Le Comité central de grève de Chausson adopte le véritable programme de grève générale

« Que soit stoppée la hausse du coût de la vie par le contrôle ouvrier effectif ;
« La mise en application du plan fiscal de la C.G.T., particulièrement en ce qui concerne l'impôt cyclulaire ;
« Que ces points soient inscrits dans les conventions collectives qui doivent être signées immédiatement ;
« Le paiement des heures de grève ;
« Ils marquent leur opposition à une reprise du travail sur la base d'une obtention de 1.500 francs de prime de vie chère car la volonté et la combativité ouvrières sont suffisantes pour arracher ces précédentes revendications. »

En conséquence, il demande que les cahiers de revendications posés dans les entreprises portent sur les points suivants :

L'obtention :
1° Du minimum vital (établi sur les indices calculés par la C.G.T. en février 1945) ;
2° La garantie de ce minimum vital par le rajustement automatique des salaires en fonction du coût de la vie (tous les trois mois ou plus rapidement si les nécessités de la vie s'en font sentir) ;

« VOTE à l'unanimité du Comité central de grève des usines Chausson. »

RENAULT

toujours à l'avant-garde

Les objectifs de la grève, que nos camarades ont défendu depuis le début du mouvement, doivent être précisés. Il ne faut pas, sous des prétextes techniques, empêcher la libre discussion dans le Comité central de grève sur tous les problèmes que pose la situation.

Renault a refusé à un grand responsable : c'est pourquoi ses décisions doivent être présentées démocratiquement et après la plus large discussion.

De son côté, la direction ne reste pas inactive. Comme chez Chausson elle a essayé d'envoyer une lettre aux menuels, les contremaîtres se réunirent dans les cafés pour faire pointer les jaunes et même leur distribuer la paye.

Fait important : des camions sont partis en province pour assurer le ravitaillement.

Il faut prendre contact avec les autres comités de grève, dans les assemblées locales, pour organiser le ravitaillement des grévistes et de leur famille en faisant appel aux petits commerçants et aux ménages. Face à la bagie gouvernementale, il faut leur demander de former leurs comités.

A l'instar des postiers parisiens élisez démocratiquement vos comités de grève

La grève des postiers, qui a débuté lundi matin dans quelques bureaux parisiens, s'est étendue, mercredi, d'une manière générale à toute la région parisienne, et, aujourd'hui, malgré les informations de la presse bourgeoise et de la radio, le service de la distribution est pratiquement nul.

A Paris, de nombreux centraux téléphoniques et télégraphiques sont en grève. Les bureaux parisiens P.L.M., E.P., A.S.T. ont complètement cessé de fonctionner. Ainsi, Breuille-Broyé, ainsi que les autres bureaux, ont une certaine opposition à ce qu'ils manifestent dans les premiers jours d'un mouvement de grève, mais nous ne devons pas nous laisser impressionner par ce mouvement, c'est principalement parce que son caractère revendicatif n'apparaît pas clairement aux yeux des postiers. La demande d'un juste compte ne correspond pas, avec notre raison, suffisant à nos camarades com-

me objectif d'un mouvement de grève générale ; ils veulent, une fois pour toutes, une solution au problème du pouvoir d'achat.

La fixation d'un minimum vital décent, au-delà de l'échelle mobile, sur lequel se base leur reclassement, est maintenant passé comme objectif numéro un de la grève des postiers et nous camarades ne reprendront leur travail que quand cette revendication leur sera accordée.

Une autre raison du flottement des premiers jours est le manque de coordination et de direction du mouvement. La Fédération postale, quoique affirmant sa solidarité avec le mouvement, se refuse à en prendre la direction. La constitution du comité régional de grève, dans la soirée de mardi, a donné un caractère nouveau à ce mouvement.

Le comité de grève est composé de deux camarades élus par chaque bureau central, trois par bureau gare et le central télégraphique. On peut dire qu'il est véritablement l'émancipation démocratique de la volonté des postiers en lutte. Ceci lui a permis la direction pratique de la conduite et de l'extension de la grève et la négociation de nos revendications.

Ce comité régional devra se transformer en comité national dès le développement de la grève en province. Il faut signaler l'attitude des représentants de la tendance « Combat syndical » à la commission exécutive de mercredi. Ces camarades ont voté une résolution condamnant la grève et appelant à la reprise du travail. Ils demandent également que soient engagés des pourparlers avec le gouvernement sur la base d'une indemnité d'attente.

En se posant ainsi en jaunes et en briseurs de grève, ils se sont complètement discrédités et ont rejoint la position des diviseurs de la Fédération autonome.

Notre tendance du Front ouvrier, présentée dans la minorité de la C.E., condamne énergiquement ces « jaunes », nous couvriant d'indignation du syndicalisme, et ainsi affirmant la négociation totale de toute leur lutte antérieure.

La bataille est maintenant engagée d'une manière sérieuse et elle ne pourra se terminer que par notre victoire totale sur le minimum vital accordé par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier sur les prix.

Camarades postiers, élargissez vos comités de grève et en avant vers la grève générale qui nous conduira à la victoire.

Henri LAFIEVRE.

NON, LES FONCTIONNAIRES NE REFUSENT PAS LA LUTTE

Au début, l'U.G.G.F. a repoussé à dix jours le commencement du mouvement ; de plus, elle n'a pas posé clairement les objectifs de la grève. Parler d'un reclassement et de la revalorisation de la fonction publique sans poser en même temps le problème de la garantie, c'est entraîner les fonctionnaires dans un combat inutile. C'est ce qui explique que les jaunes de Force Ouvrière et de la C.F.T.C. ont pu se créer si facilement une base.

Dans les ministères, une forte majorité a voté contre la grève, mais les votes furent liés sans assemblée préalable et sans que les objectifs de la grève aient été précisés. A la Production Industrielle, un briseur de grève de « Force Ouvrière » a été élu par le comité de grève.

La décision tardive d'appeler à la grève pour vendredi matin ne peut entraîner un retraitement des fonctionnaires qui ont voté contre la grève que dans la mesure où seront organisées partout des assemblées générales qui auront à définir les objectifs de la grève et à élire démocratiquement leurs comités de grève.

Mais il serait faux d'interpréter la vote des fonctionnaires contre la grève comme un refus de combat. Il y a chez eux une profonde volonté de lutte. Dans certains cas, comme à la Production Industrielle, le pourcentage des partisans de la grève a été le plus élevé chez les non-syndiqués. Ceci démontre que c'est l'orientation des dirigeants réformistes et socialistes qui sème le trouble dans la conscience des militants syndicalistes.

La décision tardive d'appeler à la grève pour vendredi matin ne peut entraîner un retraitement des fonctionnaires qui ont voté contre la grève que dans la mesure où seront organisées partout des assemblées générales qui auront à définir les objectifs de la grève et à élire démocratiquement leurs comités de grève.

« Que soit stoppée la hausse du coût de la vie par le contrôle ouvrier effectif ;
« La mise en application du plan fiscal de la C.G.T., particulièrement en ce qui concerne l'impôt cyclulaire ;
« Que ces points soient inscrits dans les conventions collectives qui doivent être signées immédiatement ;
« Le paiement des heures de grève ;
« Ils marquent leur opposition à une reprise du travail sur la base d'une obtention de 1.500 francs de prime de vie chère car la volonté et la combativité ouvrières sont suffisantes pour arracher ces précédentes revendications. »

En conséquence, il demande que les cahiers de revendications posés dans les entreprises portent sur les points suivants :

L'obtention :
1° Du minimum vital (établi sur les indices calculés par la C.G.T. en février 1945) ;
2° La garantie de ce minimum vital par le rajustement automatique des salaires en fonction du coût de la vie (tous les trois mois ou plus rapidement si les nécessités de la vie s'en font sentir) ;

« VOTE à l'unanimité du Comité central de grève des usines Chausson. »

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

ARME ESSENTIELLE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

« BLENCEHEE par solidarité avec les travailleurs marseillais, la grève des cheminots s'est étendue rapidement à la région sud-est.

Dans la région parisienne, c'est vendredi que les premiers dépôts : Villeneuve-Saint-Georges, Joncherolles, La Plaine donnaient le signal du débrayage.

Depuis, la grève s'étend, mais lentement. En de nombreux points elle a été reprise, elle rencontre des résistances.

C'est là un fait très grave, car la grève des cheminots est un élément déterminant pour l'extension de la grève. Par son caractère effectif, elle économise du sang et de la sueur, car elle permet à la grève de se généraliser plus facilement.

Aujourd'hui, si la Fédération a pris la tête du mouvement, elle n'arrive pas à convaincre les cheminots, qui ne veulent pas se laisser impressionner par ce mouvement, c'est principalement parce que son caractère revendicatif n'apparaît pas clairement aux yeux des cheminots. La demande d'un juste compte ne correspond pas, avec notre raison, suffisant à nos camarades com-

mun et de faire appel aux petits commerçants et aux ménages de la localité. Ainsi, les premiers aspects d'une organisation soviétique du ravitaillement se trouvent posés.

Enfin à Issy-les-Moulineaux, doit se réunir samedi prochain une assemblée générale des comités de grève des usines de la métallurgie de la localité. Le cadre bureaucratique se lève. La voie est ouverte vers la constitution d'organismes réellement représentatifs de la volonté ouvrière.

Michèle MESTRE.

AUX TRAVAILLEURS DE CHEZ KRIEG ET ZIVY

Alors que plusieurs centaines de milliers de travailleurs sont entrés en lutte pour améliorer leur condition de vie, les travailleurs de Krieg et Zivy refusent, dans leur majorité, d'apporter leur force dans ce combat.

Krieg et Zivy ne peuvent assister en spectateur à cette lutte. Ils se demandent : Est-ce seulement pour obtenir 2.500 francs de plus par mois que les travailleurs de Krieg et Zivy ont accepté de donner leur force ?

Les travailleurs ne font pas la grève pour améliorer leur condition de vie, mais pour améliorer leur condition de vie. Ils veulent une grève qui soit véritablement démocratique et qui soit dirigée par les travailleurs eux-mêmes.

Mais la question du ravitaillement ne peut être réglée durablement à l'échelle d'une usine, les ouvriers vont être dans l'obligation de contacter les comités de grève des autres usines de s'organiser en

Les Travaillateurs du commerce doivent entrer dans la lutte

« Depuis, la grève s'étend, mais lentement. En de nombreux points elle a été reprise, elle rencontre des résistances.

C'est là un fait très grave, car la grève des cheminots est un élément déterminant pour l'extension de la grève. Par son caractère effectif, elle économise du sang et de la sueur, car elle permet à la grève de se généraliser plus facilement.

Aujourd'hui, si la Fédération a pris la tête du mouvement, elle n'arrive pas à convaincre les cheminots, qui ne veulent pas se laisser impressionner par ce mouvement, c'est principalement parce que son caractère revendicatif n'apparaît pas clairement aux yeux des cheminots. La demande d'un juste compte ne correspond pas, avec notre raison, suffisant à nos camarades com-

« Pourquoi cette situation ?
« Faut-il prendre en considération le véritable caractère du mouvement, la Fédération a-t-elle une grande confiance dans la région parisienne, à prendre la tête du mouvement, dans la crainte des voix démodées ?
« Aujourd'hui, si la Fédération a pris la tête du mouvement, elle n'arrive pas à convaincre les cheminots, qui ne veulent pas se laisser impressionner par ce mouvement, c'est principalement parce que son caractère revendicatif n'apparaît pas clairement aux yeux des cheminots. La demande d'un juste compte ne correspond pas, avec notre raison, suffisant à nos camarades com-

« En réunissant une assemblée générale des comités de grève des cheminots de la région parisienne, le programme sera soumis à une discussion démocratique et il sera décidé de la grève. Par son caractère effectif, elle économise du sang et de la sueur, car elle permet à la grève de se généraliser plus facilement.

Aujourd'hui, si la Fédération a pris la tête du mouvement, elle n'arrive pas à convaincre les cheminots, qui ne veulent pas se laisser impressionner par ce mouvement, c'est principalement parce que son caractère revendicatif n'apparaît pas clairement aux yeux des cheminots. La demande d'un juste compte ne correspond pas, avec notre raison, suffisant à nos camarades com-

« Le paiement des heures de grève.

« A Tournon (Ardèche), la cellule I, déploie une grande activité en faveur de notre journalet. Nos camarades constituent des panneaux muraux où sont apposés la « Vérité », la « Jeune Garde » et le « Drapeau rouge ».

Mais cette activité ne plaît guère aux dirigeants staliniens de la région. Aussi firent-ils passer dans leurs organes, les « Allégros » et le « Travailleur », des articles où ils déclaraient que les camarades étaient traités de « zézous » et de « diviseurs ».

Ces messieurs voulaient intimider nos camarades, ils sont restés. Nos journaux sont toujours collés à Tournon, et à qui l'on croit que les trotskysistes, qui jouent un tel rôle aujourd'hui dans les grèves, sont des zézous et des diviseurs ?

Le matraquage des grévistes est-il un droit divin ?

« Constituez vos groupes d'autodéfense

Wagram, place de l'Hôtel-de-Ville, Marseille, Citroën. La police « républicaine » matraque sauvagement les travailleurs. Apres Deprez, Moch fait charger à la matraque les postiers, les cheminots, les manifestants de Lyon.

« Légalité républicaine »

Ces vaillants résistants de la production des automobiles et des chemins de fer, les travailleurs.

Les capitalistes se frottent les mains devant ce spectacle. Ils savent que leur Parti saurait se montrer le meilleur gérant de leurs intérêts, il ne manquera pas.

Et, au conseil municipal, de Gaulle, républicain, soutenu par les socialistes, adresse à la police parisienne et l'expression de sa confiance et de son admiration.

Les travailleurs, eux, ne s'étonnent pas de ce souvenir du 9 février 1933 et de la nuit de Clichy sous le premier gouvernement Blum. Ils savent que la violence des bandes fascistes ou des G.M.R. au service de la bourgeoisie, il ne sert de rien d'opposer l'indignation des plurielles. Que c'est seulement dans la mesure où le prolétariat montre sa force et sait s'organiser que les bandes armées régales de la bourgeoisie commencent à comprendre le sens du mot d'ordre.

Il savent aussi que, de plus en plus, la bourgeoisie sera contrainte, pour sauver ses privilèges et maintenir son régime de misère, d'utiliser la violence.

Les capitulations ouvrent la voie à de Gaulle

« Le néo-fascisme gaulliste ne peut s'établir qu'en ébranlant la classe ouvrière. Pour s'en convaincre, il n'est que de voir l'attitude de de Gaulle et ses manœuvres, qui ont été dirigées par le pouvoir. Il sait bien, en effet, que le prolétariat n'est pas battu et que le combat est plus grande que jamais. Il le sait si bien qu'il hésite à valoir le nouveau discours hystérique qu'il devait prononcer le 27 novembre au Palais de Chaillot.

Organiser l'auto-défense

Aujourd'hui que les luttes s'engagent, le devoir des travailleurs d'avant-garde est de propager l'idée de l'organisation de la classe ouvrière pour le combat et de la réaliser dans les faits en constituant les organismes d'auto-défense dans les usines et dans les quartiers, en luttant entre eux et en organisant afin d'assurer une défense

« Tous ces camarades comprennent enfin que leur rôle n'est plus de se laisser impressionner par les nouvelles méthodes de travail. Ils ont pu constater que dans la période que nous traversons, ce qui nous sauvera, ce n'est pas l'auto-défense individuelle, mais la formation des milices ouvrières d'unités pour défendre la classe ouvrière qui sont définies dans notre journal et qui ont été le résultat pratique de travail à été la vente de 50 numéros de notre journal et la vente d'une dizaine de cartes pour la tête de la jeune garde.

MAURICE, J.C.I. 2.

LA SUPRÊME CHANCE DE LA BOURGEOISIE

« Aussi la bourgeoisie n'a-t-elle pas perdu confiance ; et, par la voie du « Drapeau rouge », elle exprime l'espoir que l'esprit patriotique passera avant l'esprit de classe. C'est un espoir qui, dans la mesure où il est basé sur la confiance des leaders marxistes et stalinistes, trouve malheureusement un écho.

Trotsky répète en définissant l'action du peuple italien comme « une continuation de la lutte nationale » et « l'élément de la bourgeoisie ». C'est une erreur, comme hier le chef de la bourgeoisie, dans la mesure où les masses de leur objectif révolutionnaire et de changer leur situation dans la voie de la révolution nationale. C'est lui qui inspire, par exemple, cette manifestation de Livourne où quelques centaines de grévistes sont dispersés des caméras parce qu'ils brandissent des marchandises « made in U.S.A. ».

Nenni et Trotski ne voient pas ce qui est la dernière chance de la bourgeoisie. Ils voient seulement la place. Aussi, lorsque le Congrès des comités de gestion se réunit à Milan, les chefs ouvriers se battent de lui tirer la perspective révolutionnaire pour le transformer en un vulgaire et offensif appareil de propagande nationale appliqué à la constitution d'un vaste « Front du Travail, de la Paix et de la Liberté ».

La riposte admirable des masses laborieuses italiennes aux Staliniens du Mouvement national italien et de l'Union quelconque va-t-elle donc ébranler dans l'empire du Front ouvrier ?

Le danger est grave ; il faut plus que l'attitude gauchiste du chef socialiste Nenni, et la faiblesse de l'Union sur la scène internationale, pour contribuer à développer quelques illusions dans la formation du « Front du peuple ».

Mais tant que la lutte se poursuit dans les espoirs réalistes permis.

En occupant les premiers lieux de la lutte, les travailleurs italiens ont donné à la classe ouvrière un exemple inimitable. Mais, en même temps, jusqu'à un bout, en ne prenant pas l'offensive pour le pouvoir, ils ont laissé passer Mussolini et son régime d'écrasement sautant des principes.

Plaisent-ils se souvenir de cette expérience française et apprendre de l'exemple du prolétariat français qui, dans le 1938 par ses dirigeants, du « Front ouvrier », renoua avec la victoire.

HOUDON.

LES PROBLÈMES NOUVEAUX

« Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.

obligés de continuer à ergoter sur le minimum vital à 10.800 francs et la réévaluation trimestrielle.

Mais à mesure que la grève se prolonge, de nouveaux problèmes se posent devant les ouvriers. Prenons trois exemples :

La semaine qui vient de s'écouler a montré toute la profondeur de la crise sociale qui se déroule en France. Non seulement les travailleurs en grève n'ont pas repris le travail, mais les cheminots, les postiers, les professeurs de l'enseignement secondaire sont eux aussi entrés en lutte. La grève gagne la province. Les fonctionnaires sont à la veille de déclencher leur mouvement.

Les misérables propositions de Schuman l'avaient été le coup de fouet qui a précipité la généralisation du mouvement et renforcé sa cohésion.</